

the exuberant anxiety which prevailed on the other side of the line to regulate the affairs of all other nations. It was said the British Parliament had discussed the conduct of the Canadian Parliament with reference to the Militia Bill. That was true, and he must say he felt indignant at the tone of remark which was then indulged in. But it should be remembered that the British Parliament had an interest in that question, for if we did not provide for the defence of the country it devolved on them to do so. In conclusion he again argued that this Parliament had no time to waste on a matter foreign to it. They had just acquired the North-West, and had to consider how they were to govern it. They had got the elephant and must find out how to feed him. There were never 181 gentlemen assembled together as a representative body who had more responsible duties to discharge, and the duties which really belonged to them were quite sufficient to engross all their attention.

Mr. Blake, referring to the argument of the President of the Council, that this Parliament had so much on its hands that it could not expend time in discussing a question of this kind, said if they looked to the period of the Session at which they had arrived, and that the Government had as yet brought to the stage of discussion hardly any of their more important measures, the argument was merely an evasion. They were said to be within a fortnight of their prorogation, and the election Bill had not as yet been so much as printed. As regards the North West negotiations, they had been brought before the House at so late a period that Parliament had not yet been asked to deal with the question, which the hon. gentleman had alluded to, of how the North West was to be governed. Certainly the measures of the Government were not so forward as to admit the excuse that Parliament had not time to discuss this question. Then it was asked by the Minister of Justice would England so interfere with us; and the answer had already been given that England did interfere with us, and that not by an address from its Parliament, but by a despatch from a Secretary or Under-Secretary of State, which was held sufficient to reverse the vote of this full Parliament, and to convert a majority of 136 in one session into a minority of 60 the next session. The President of Council said the conduct of the British Parliament, in discussing the proceedings of the Canadian Parliament with reference to the Militia Bill, was excusable, because they had an interest

tion cubaine, et les Irlandais n'ont rien à y voir. Cet esprit aventurier est né du désir exubérant de nos voisins de régler les affaires de tous les autres pays. On a dit que le Parlement britannique a commenté l'attitude du Parlement canadien en ce qui concerne le Bill sur la Milice. C'est exact, et il tient à souligner que le ton des observations formulées à ce sujet l'a indigné. Cependant, il ne faudrait pas oublier que cette question intéressait le Parlement britannique dans la mesure où, si nous n'assurons pas la défense de notre pays, cette tâche lui incomberait. Pour conclure, il affirme une fois de plus que ce Parlement n'a pas de temps à perdre sur des questions qui lui sont étrangères. Le Gouvernement vient juste d'acquiescer le Nord-Ouest, et il lui faut étudier la manière dont il le gouvernera. Il s'est emparé du monstre et il lui faut trouver comment le nourrir. Jamais 181 députés réunis en un corps représentatif n'ont eu autant de responsabilités à remplir, et les devoirs qui leur incombent sont vraiment amplement suffisants pour retenir toute leur attention.

M. Blake reprend l'argument du Président du Conseil selon lequel le Parlement a tant de travail à accomplir qu'il ne peut prendre de son temps pour discuter d'une question de ce genre et déclare que si l'on récapitule ce qui a été fait depuis le début de la session, le Gouvernement n'a encore entamé aucune des discussions relatives aux mesures législatives les plus importantes. Cet argument n'est donc qu'un simple faux-fuyant. On leur a dit qu'ils se trouvaient à une quinzaine de la prorogation, et le Bill sur les élections n'a même pas encore été imprimé. En ce qui concerne les négociations sur le Nord-Ouest, la Chambre en a été saisie si tard qu'on n'a pas encore demandé au Parlement de traiter de la question à laquelle l'honorable député a fait allusion, soit de savoir comment le Nord-Ouest doit être gouverné. Assurément, l'étude des mesures législatives du Gouvernement n'est pas assez avancée pour qu'on puisse accepter l'excuse que le Parlement n'a pas le temps de discuter de cette question. Ensuite, le ministre de la Justice a demandé si l'Angleterre se mêlerait ainsi de nos affaires; et l'on a déjà répondu qu'elle l'a fait, non pas par l'entremise d'un message émanant de son Parlement, mais sous la forme d'une dépêche d'un secrétaire ou d'un sous-secrétaire d'État qu'on a jugée suffisante pour renverser le vote du Parlement et convertir une majorité de 136 d'une session en une minorité de 60 à la session suivante. Le Président du Conseil a déclaré, en commentant la procédure du